la cgt
www.cgt.fr

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION LE 2 DÉCEMBRE 2015

NON À LA RÉPRESSION ET AUX SANCTIONS OUI À L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE !

Le pays est en état de choc après les attentats de Paris, du 13 novembre dernier. Face à tous ceux qui veulent attaquer le principe même de notre démocratie, un renforcement de la sécurité des citoyens est nécessaire. Mais des réponses sociales face à la crise sont également indispensables. Elles doivent s'accompagner de mesures urgentes permettant plus de démocratie dans les entreprises afin de répondre aux exigences des salariés.

L'exemple du personnel d'Air France est significatif des nombreuses luttes et actions que mènent les dans ce pays. La direction de cette entreprise annonce 2 900 suppressions d'emplois après les 9 000 déjà supprimés au cours des années précédentes. Face à la réaction massive du personnel et de leurs syndicats unis, elle choisit la répression plutôt que l'écoute et le dialogue pour construire des alternatives économiques et sociales. Malgré des bénéfices importants, la direction du groupe poursuit sa politique de casse de l'emploi et d'externalisation des activités. Elle sanctionne 19 salariés dont 5 sont licenciés et seront traduits devant les tribunaux, le 2 décembre prochain.

On ne répond pas à une volonté de dialogue par de la répression et des sanctions !

Face à un chômage qui ne cesse d'augmenter, il y a besoin de véritables changements allant dans le sens d'un vrai progrès social.

Il y a besoin urgent de plus d'écoute des salariés et de leurs représentants.

Dans ce contexte, les actions collectives et les mobilisations sont plus que jamais nécessaires.

Ce 2 décembre, la CGT appelle les salariés à se faire entendre lors des initiatives de mobilisation qui auront lieu dans l'ensemble du territoire.

À Paris, un rassemblement aura lieu devant le tribunal de Bogigny (93) à partir de 12h00 où sont convoqués les 5 salariés d'Air France, à l'appel unitaire des syndicats d'Air France.

Ensemble, nous revendiquerons et exigerons d'autres choix en matière d'emplois, de salaires, de développement de l'industrie et des services publics. L'argent public doit être investi dans la sécurité des citoyens et la réponse aux besoins sociaux, l'urgence de la situation l'exige.

Face aux politiques d'austérité, exigeons tous ensemble un pacte de progrès social.

TOUS DANS L'ACTION LE 2 DÉCEMBRE 2015

Montreuil — 27 novembre 2015 — Ne pas jeter sur la voie publique — www.cgt.fr